

	<b>OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE</b> (délivrée par le Maire au nom de la commune)
<b>DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE</b> déposée le : 21/09/21 complétée le : 02/11/2021	<b>Dossier n° DP 07010 21 A0151</b>
par : <b>Monsieur PIOTROWSKI William</b>	Surface de plancher : -
demeurant : <b>924, Route du Chambon 07690 VOCANCE</b>	Destination : <b>Remplacement des anciennes fenêtres</b>
Terrain sis : <b>7 Rue Montgolfier 07100 ANNONAY</b>	Réf. Cadastres : <b>AN257</b>

**LE MAIRE,**

VU la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019,  
VU le règlement de la zone Uap,  
VU l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 21/09/2021,  
VU l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 15/11/2021,

**Considérant** que le dossier ne comporte pas les pièces exigibles en application du livre IV du code de l'urbanisme ou ces pièces ne sont pas exploitables,

**Considérant** que l'Architecte des Bâtiments de France n'est pas en mesure d'exercer sa compétence et s'oppose en l'état du dossier à la délivrance de la déclaration.

**ARRETE**

**Article Unique : Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**

ANNONAY, le 02 DEC. 2021  
Le Maire,

Et par délégation, Catherine MOINE  
Conseillère déléguée, en charge de l'urbanisme

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**Délais et voies de recours :** Cette décision est susceptible d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon. Compte-tenu des circonstances exceptionnelles, ce délai débutera à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire fixée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID19.